

« UNE GRENOUILLE VIT UN BŒUF QUI LUI SEMBLA DE BELLE TAILLE... », OU COMMENT (NE PAS) MODERNISER LES UNIVERSITÉS FRANÇAISES

WIKTOR STOCZKOWSKI *



Réputé pour son ironie, l'historien Jacques Bainville écrivait en 1925 : « On nous annonce tous les jours de nouvelles réformes. Pourquoi n'en trouve-t-on une seule, mais qui soit bonne ? » Les réformes imposées en France à l'enseignement supérieur et la recherche montrent combien cette remarque reste d'actualité.

Ces réformes marquent depuis un certain temps une constante : le postulat qui les guide, devenu un dogme en dépit des alternances politiques, présuppose que l'enseignement supérieur et la recherche ne pourront viser à l'excellence et à la reconnaissance internationale sans que les institutions qui en ont la charge ne se regroupent pour former des entités de grande taille, seules capables – dit-on – d'égaliser les universités les plus prestigieuses.

* ANTHROPOLOGUE, DIRECTEUR D'ÉTUDES À L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS) - PSL, CHERCHEUR AU LABORATOIRE D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE (COLLÈGE DE FRANCE, ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES). Cet article est repris du site *The Conversation* : <<https://theconversation.com/une-grenouille-vit-un-boeuf-qui-lui-sembla-de-belle-taille-ou-comment-ne-pas-moderniser-les-universites-francaises-86743>>.

Shanghai 2003 : une humiliation nationale

On se souvient du tollé médiatique après la publication, en 2003, du premier classement mondial des universités établi par l'École d'éducation de l'université chinoise Shanghai Jiao Tong.

Aucun établissement français ne figurait parmi les cinquante premiers classés, et seulement deux universités françaises apparaissaient dans la deuxième cinquantaine. Le ton des commentaires journalistiques suggérait que venaient de se produire à la fois un cataclysme intellectuel et une humiliation nationale.

Personne ne semblait prêter attention au fait que ce classement, entaché de fautes méthodologiques élémentaires, émanait d'une université de troisième ordre, qui occupait elle-même l'une des dernières places dans sa propre évaluation.

Sans être vraiment crédible, le classement de Shanghai avait cependant un mérite : celui de tomber à point pour permettre aux responsables politiques, toujours habiles dans la manipulation des médias, de justifier le projet préalablement conçu d'une « modernisation universitaire ». Le dispositif principal de cette « modernisation » était l'agrégation des institutions existantes, d'abord sous la forme d'« établissements publics de coopération universitaire » (2003), puis de « pôles de recherche et d'enseignement supérieur » (2006), enfin de « communautés d'universités et établissements » (devenues obligatoires à partir de 2013).

Si le jargon de ces appellations pouvait évoluer, l'idée centrale demeurait fixe : il faut regrouper afin d'obtenir des institutions de taille considérable, car elles seules pourront occuper une position honorable dans les classements internationaux.

Dorénavant, « visibilité », « affichage » et « communication » seront les trois mots-clés du discours qui accompagnera cette marche vers l'excellence.

Une étude du professeur Mérindol

L'un des défenseurs les plus convaincus et actifs de cette modernisation par agrégation est Jean-Yves Mérindol, professeur de mathématiques, ancien président de l'université Louis-Pasteur à Strasbourg, ancien directeur de l'École normale supérieure Paris-Saclay, ancien président du groupement « Université Sorbonne-

Paris-Cité », et ancien conseiller du président de la République, en charge de l'enseignement supérieur et la recherche. Dès 2004, il crut pouvoir expliquer la piètre position des établissements français dans le classement de Shanghai par leur dispersion et leur petite taille.

La faute en reviendrait à la loi Edgar Faure qui, en 1968, préconisa de limiter la taille des universités entre 8 000 et 15 000 étudiants, non seulement dans un souci de gestion de proximité, mais aussi par crainte de la capacité de contestation politique des établissements populeux.

Après avoir multiplié ce genre de déclarations pendant une douzaine d'années, le professeur Mérindol s'est enfin livré, en 2016, à une étude quantitative destinée à étayer ses propos¹. En croisant les positions des universités les mieux placées dans quatre classements mondiaux différents, avec leurs tailles mesurées par le nombre d'étudiants, J.-Y. Mérindol vise à démentir ce qu'il appelle l'« illusion française », selon laquelle les meilleures universités sont relativement petites.

Ainsi, observe-t-il, le nombre d'étudiants dans les quatre « super leaders » occupant invariablement les premières places (Harvard, MIT, Stanford et Cambridge), va de 11 300 à 22 000, avec un effectif moyen de 17 100. Dans les dix universités de l'« hyperélite », situées juste derrière les quatre « super leaders », l'effectif étudiant va de 8 100 (Princeton) à 44 900 (université de Californie à Los Angeles). Mérindol en conclut que les meilleures universités mondiales sont loin d'être petites. Dans le contexte du débat hexagonal, cette démonstration est un argument en faveur du regroupement, accréditant l'idée que la construction d'établissements de taille importante aidera les universités françaises à se hisser dans les classements.

Pourtant, s'agit-il d'une démonstration vraiment solide et convaincante ? L'« illusion française » brocardée par le professeur Mérindol consiste à affirmer, comme le fait par exemple le rapport parlementaire de Sandrine Doucet et Benoît Appar, que les

¹ « Une étude de J.-Y. Mérindol remet en cause l'idée que les meilleures universités sont de petite taille », *News Tank Higher Ed & Research*, publié en ligne le 19 janvier 2017. J.-Y. Mérindol, « Quelle est la taille des universités de recherche ? », tapuscrit du 30 novembre 2016, revu en janvier 2017. Je remercie le professeur Mérindol d'avoir bien voulu me communiquer ce texte inédit.

universités les plus prestigieuses accueillent entre 10 000 et 20 000 étudiants. Les chiffres cités par J.-Y. Mérimindol autorisent à nuancer cette généralisation, sans la contredire radicalement.

En effet, parmi les quatre meilleures universités, seule Harvard dépasse, très légèrement, cette fourchette (22 000 étudiants), alors que les trois autres s'y confinent (11 300 au MIT, 16 100 à Stanford, 19 000 à Cambridge). Quant aux dix établissements qui suivent dans les classements, cinq d'entre eux se situent sous la barre des 20 000 (16 700 à Chicago, 8 100 à Princeton, 19 200 au ETH Zurich, 15 700 à l'Imperial College London, 2 200 au California Institute of Technology), et les cinq autres la dépassent (22 600 à Oxford, 38 200 à Berkeley, 31 300 à Columbia, 38 300 à l'University College London, 44 900 à l'University of California Los Angeles).

Ainsi, sur les quatorze universités les mieux classées, la majorité, à savoir huit, confirment la « légende », alors que seulement six la contredisent. Ces faits n'ont pas échappé à l'attention de J.-Y. Mérimindol. « La leçon que j'en tire – conclut-il avec une curieuse forme négative – est qu'il n'est pas impossible d'être très bien en étant petit. En revanche, je démontre qu'il ne s'agit pas d'un modèle international obligatoire, ni même d'un modèle dominant »². On peut aisément agréer cette conclusion, car nul n'a jamais imaginé qu'il ait pu exister, à l'échelle mondiale, un modèle universitaire dominant, et encore moins un modèle obligatoire.

Une marche forcée vers le modèle de l'université du tiers-monde

Toutefois, on se demande quel est l'apport réel de cette démonstration au débat français sur le regroupement des universités. Mérimindol établit que les quatorze meilleures universités mondiales inscrivent entre 2 200 et 44 900 étudiants, avec une moyenne de 21 829 étudiants par établissement. La médiane se situe à 19 100, ce qui est une valeur plutôt conforme à la prétendue « légende ».

Mais la question principale est de savoir si ces chiffres permettent d'établir une corrélation entre la taille et l'excellence des établissements. Pour le vérifier, il faut faire ce que J.-Y. Mérimindol a omis de faire, notamment examiner de même la taille des établissements qui se traînent dans les dernières places des

² J.-Y. Mérimindol, « Entretien », *op. cit.*, p. 4.

classements. Si la taille des meilleurs diffère significativement de la taille des derniers, on pourra conclure que le classement dépend de leur taille.

Quand on se limite, pour simplifier le calcul, aux dernières positions du classement de Shanghai de 2017, on constate que les effectifs étudiants des quatorze parmi les établissements occupant les dernières places sur 800³, vont de 4 889 (université de la ville de Yokohama) à 337 612 (université de l'Afrique du Sud à Pretoria), avec une moyenne de 43 747 étudiants par établissement. Et puisque le cas exceptionnel de cette dernière université affecte fortement la moyenne, il convient de calculer la valeur médiane : celle-ci se situe à 20 444. Ce simple calcul permet de se rendre compte que les tailles médianes des universités considérées comme les meilleures et des universités mal classées restent similaires (19 000 contre 20 444). L'un et l'autre chiffres sont d'ailleurs très proches de la « légende » combattue par le professeur Mérindol.

On ne peut qu'en conclure que la position dans les classements ne dépend pas de la taille des établissements mesurée par le nombre d'étudiants inscrits. La partie historique de l'étude proposée par J.-Y. Mérindol a le grand mérite de rappeler que les considérations sur la taille optimale des universités sont un leitmotiv des débats français depuis le milieu des années 1950 (J.-Y. Mérindol, « Quelle est la taille des universités de recherche ? », tapuscrit du 30/11/2016, revu en janvier 2017, p. 25-33). Il serait temps d'admettre que cette taille ne présente aucune corrélation avec l'excellence des universités.

137

³ Les quatorze dernières positions ont été déterminées aléatoirement, au hasard de l'alphabet, car le classement de Shanghai regroupe les derniers établissements par centaine, en les énumérant selon l'ordre alphabétique. Pour construire une évaluation en bonne et due forme de la relation entre la taille et le classement des universités, il aurait fallu comparer systématiquement, pour chaque *ranking*, la taille et la place de tous les établissements classés (800 pour ce qui est du classement chinois), tout en procédant à une analyse statistique des liens entre ces variables. Une étude allant dans ce sens a été publiée en 2013, mais elle porte exclusivement sur les universités américaines, celles situées dans la première centaine du classement de Shanghai, et celles qui n'y figurent pas. Une analyse statistique montre clairement que la position de l'université n'est nullement corrélée avec le nombre d'étudiants inscrits (Brendan Cantwell & Barrett J. Taylor « Global status, intra-institutional stratification and organizational segmentation : a time-dynamic Tobit analysis of ARWU position among U.S. universities », *Minerva*, vol. 51, 2013). Je remercie le professeur Yves Gingras de m'avoir signalé cet article.

Qu'en est-il de la taille des universités françaises, prétendument émiettées et petites ? Avant les regroupements, beaucoup d'universités françaises avaient des effectifs tout à fait comparables, voire plus importants que les meilleures universités du monde : 20 292 étudiants à l'université Lille-1, 30 000 à l'université de Toulouse-2-Jean Jaurès, 29 000 à l'université Rennes-1, 38 000 à l'université de Nantes, 38 900 étudiants à l'université Paris-Descartes, 42 000 étudiants à l'université Paris-1. Et pourtant, une seule de ces grandes universités caracolait, très loin, dans le *ranking* de Shanghai. Peut-on sérieusement imaginer que leur « petite taille » fût la cause de leur piètre évaluation ?

Les regroupements en cours, lancés pour garantir à la France une place plus glorieuse dans les classements mondiaux, s'orientent vers la création de véritables mastodontes : l'« université fédérale de Toulouse » se prévaut d'accueillir 104 237 étudiants, le groupement « Sorbonne Paris-Cité » affiche 120 000, l'« université Bretagne-Loire » en gestation s'enorgueillit d'en avoir inscrit un total de 160 000. Ils s'agit de gabarits sans équivalent au regard des universités les mieux classées et les plus prestigieuses.

Quelles sont les analogies les plus proches de ces monstres que le rêve français d'excellence a engendrés ? C'est par exemple l'université de Karachi (95 000 étudiants), l'université de Delhi (132 435), l'université du Caire (257 200) ou encore l'université de l'Afrique du Sud (337 612), celle-là même qui occupe l'un des derniers rangs du classement de Shanghai. À l'évidence, la « modernisation » voulue par les pouvoirs publics conduit le système français vers le modèle de l'université des pays sous-développés.

L'exception qui ne confirme pas la règle

Jean-Yves Mérimodol, qui soutient cette « modernisation », assortit une partie de ses conclusions de la clause suspensive : « sauf Caltech », « hors Caltech » ou « à l'exception du Caltech »⁴. En effet, le California Institute of Technology, de même que l'université de Princeton, infirment l'hypothèse de la corrélation entre la taille des établissements et leur classement.

⁴ J.-Y. Mérimodol, « Quelle est la taille des universités de recherche ? », *op. cit.*, p. 2, 3, 14.

Le Caltech occupe invariablement l'une des premières places dans tous les classements (9^e place en 2017 dans le classement de Shanghai ; 4^e place dans le QS World University Ranking pour 2018 ; 3^e place dans Times of Higher Education World University Ranking pour 2018 ; 6^e place dans US News : Best Global Universities pour 2018). Il est pourtant très petit, n'accueillant en 2017 que 2 250 étudiants. On pourrait songer à éliminer ce cas comme atypique. Je préfère le considérer, au contraire, comme un exemple significatif et révélateur, bien qu'inhabituel.

Par sa taille, cet établissement est proche de l'École des hautes études en sciences sociales. Le nombre d'étudiants inscrits à l'EHESS s'élève à environ 3 000, contre 2 250 au Caltech. Le nombre d'enseignants est similaire : 233 enseignants-chercheurs à l'EHESS, contre 300 *professorial faculty* au Caltech, à quoi il faut ajouter 500 chercheurs présents dans les centres de l'EHESS et 600 *research scholars* dans les équipes du Caltech. Analogues par leurs tailles, les deux établissements se distinguent nettement par le sort que leur réservent les classements mondiaux : le Caltech y occupe les premières places, l'EHESS n'y figure jamais.

Pourquoi ? La taille ne peut en être responsable, puisqu'elle est presque identique dans les deux cas. L'origine de cette différence est double. La première raison est que les critères des classements mondiaux favorisent les sciences exactes et naturelles anglophones : ce sont d'abord les publications en langue anglaise dans des revues de sciences naturelles et exactes, comme *Science* ou *Nature* ; ce sont ensuite les prix Nobel, qui n'existent que pour quelques rares disciplines scientifiques, excluant les humanités et les sciences sociales, à l'exception de l'économie dont le vrai-faux Nobel est décerné en réalité par la Banque de Suède.

Il est cependant une deuxième raison, indépendante de la domination des sciences exactes et de la langue anglaise. C'est cette deuxième raison qui jette une lumière crue sur l'absence des classements non seulement de l'EHESS, mais aussi de beaucoup d'autres établissements français. Le budget annuel de l'EHESS, la masse salariale comprise, est limité à 60 millions d'euros, tandis que le budget annuel du Caltech s'élevait en 2017 à 2,6 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 2,2 milliards d'euros. Il convient de modérer cette comparaison en ajoutant qu'une partie considérable (1,9 milliard de dollars) de cette dernière somme revient au Jet Propulsion Laboratory, travaillant notamment pour la NASA et

profitant des largesses de cette richissime agence, mais abrité au Caltech. Il n'en reste pas moins que la partie *Campus* du Caltech, établissement d'enseignement et de recherche au sens strict, avec ses départements de sciences exactes, de sciences naturelles, de sciences sociales et de sciences humaines, dispose au Caltech d'un budget annuel de 692 millions de dollars (597 millions d'euros).

Ainsi, à effectifs presque identiques, le Caltech bénéficie de moyens financiers dix fois supérieurs à ceux de l'EHESS. C'est l'une des différences essentielles entre les deux établissements. On peut rappeler également que l'université Harvard, l'un des « super leaders », disposait en 2017 d'un budget de 5 milliards de dollars, tandis que l'université Pierre et Marie Curie, la mieux positionnée des universités françaises, à la 65^e place du classement de Shanghai, avait à sa disposition, la même année, un budget de 317 millions d'euros, c'est-à-dire treize fois plus petit, alors qu'elle est plus « grande » que Harvard (33 789 étudiants inscrits à l'UPMC, contre 22 000 à Harvard).

L'argent, c'est le temps

Ces chiffres se passent de commentaire. Si les pouvoirs publics voulaient sincèrement créer les conditions nécessaires pour assurer aux établissements français cette excellence dont ils sont si diserts, ils devraient s'intéresser davantage à leur financement qu'à leur taille. Une étude statistique menée sur les universités américaines montre que leurs positions dans le classement de Shanghai sont étroitement corrélées avec quatre variables : d'abord, le montant global des ressources financières et le montant du budget réservé à la recherche, ainsi que le nombre d'enseignants employés ; ensuite le caractère privé de l'université et la part importante des recherches et de l'enseignement de sciences exactes et de sciences pour l'ingénieur par rapport aux autres domaines du savoir.

Pourtant, tout ne se résume pas à la « question de moyens et de postes ». Les disciplines comme la physique des particules ou l'astronomie nécessitent certes de grands équipements, dont le prix peut atteindre, exceptionnellement, des milliards d'euros, mais toutes les sciences ne sont pas si gourmandes. Dans les années 1970 et 1980, l'EHESS a conquis une grande notoriété, alors qu'elle était dotée d'un budget fort modeste.

Bien qu'internationalement renommée, son excellence n'aurait pas pu être reconnue par les classements mondiaux, puisqu'elle ne devait rien ni à l'Académie suédoise ni à l'usage de la langue anglaise. Son prestige venait des mérites individuels de ses meilleures recrues – Claude Lévi-Strauss, Pierre Bourdieu, François Furet, Jacques Derrida, Roland Barthes, pour ne mentionner que quelques disparus – dont les œuvres patiemment bâties suscitèrent l'admiration à laquelle on associa bientôt le nom de l'institution qui les avait sinon rendus possibles, du moins ne les avait pas rendus impossibles.

La recette du succès était à cette époque simple : outre des recrutements judicieux, il faut noter une charge d'enseignement réduite, une structure administrative relativement légère, un personnel auxiliaire et administratif relativement nombreux. Par conséquent, la ressource cardinale qu'est le temps, plus précieux que l'argent, restait abondante. Petits investissements, grands rendements.

Les œuvres de l'esprit et de la science n'ont pas grand-chose à voir avec des articles hâtivement rédigés dans un idiome approximatif qui n'a d'anglais que l'appellation, pour être placés, au nom de la « visibilité » et de la « communication », dans des revues bien cotées, sous une signature institutionnelle, laquelle doit aider à hisser l'université du chercheur dans le classement concocté par d'obscurs tâcherons d'une université chinoise. L'argent est assurément important, et ce n'est pas un luxe pour un grand État européen que de financer un établissement universitaire renommé en lui versant un budget annuel de 60 millions d'euros, qui équivaut au prix de deux rames de TGV ou au septième du prix d'un Airbus 380. Seulement, pour pouvoir créer les œuvres dont la gloire puisse ensuite rejaillir sur une université ou sur un pays, les chercheurs et les enseignants ont impérativement besoin non seulement d'argent, mais aussi de beaucoup de temps.

Ce n'est sans doute pas par hasard qu'au Caltech, pour un nombre d'enseignants et chercheurs équivalant à celui de l'EHESS, il y a 9 400 employés non scientifiques (5 000 pour le *Jet Propulsion Laboratory* et 3 900 pour le *Campus*), alors que l'EHESS doit se satisfaire de 450 ingénieurs de recherche et personnels administratifs. Cette proportion défavorable entre ceux qui font la recherche et ceux qui la rendent possible par leur assistance, explique en partie, non moins que la disproportion financière, la

différence entre les conditions de travail dans les universités les mieux classées et dans celles qui ne le sont pas, quelles que puissent être leurs éventuelles qualités.

La réforme « modernisatrice » du système universitaire français, obnubilée à tort par la question de la taille des établissements, ne fait qu'exacerber la frénésie administrative qui éloigne les chercheurs et les universitaires de la recherche et de l'enseignement. Des réunions, des conseils, des comités, des consultations, des négociations, des évaluations, des débats se poursuivent sans répit depuis bientôt une quinzaine d'années, consommant l'énergie de milliers d'universitaires qui passent le plus clair de leurs journées à satisfaire une lubie de nos politiques en essayant d'amalgamer des établissements existants, souvent dans des accouplements contre nature, dont l'aspect mal cousu fait penser davantage à la créature du docteur Frankenstein qu'à une université où l'on aurait envie d'étudier et de travailler.

L'excellence académique ou les ficelles du marketing ?

Le précédent président du groupement « Paris Sciences et Lettres » a poussé la sollicitude jusqu'à faire venir à Paris Monsieur Yin Cheng, le responsable chinois du classement de Shanghai, pour le convaincre que la nouvelle usine à gaz dont il avait la charge – et où l'on trouve, dans un mariage de la carpe et du lapin, le Collège de France et l'École des beaux-arts, le Conservatoire national supérieur de musique et l'Observatoire de Paris, l'École des chartes et l'École des mines – était en dépit des apparences un seul et unique établissement. C'était peine perdue avec M. Cheng, mais le travail de *com* a porté ses fruits, puisqu'en 2017 « Paris Sciences et Lettres » s'est trouvé propulsé à la 38^e position dans le classement du *Times of Higher Education*, basé sur une enquête internationale auprès d'un échantillon de chercheurs invités à évaluer la « réputation » des établissements.

Ce même classement a porté à la 30^e place l'université d'État Lomonosov à Moscou, laquelle ne se signale pas par de grands exploits scientifiques, à la 17^e place l'université de Pékin dont le cursus est toujours tributaire de l'enseignement intensif du marxisme-léninisme, et à la 14^e place l'université Tsinghua dont le principal titre de gloire est d'avoir formé l'actuel secrétaire général

du Parti communiste chinois et le *leader* suprême Xi Jinping. La façon dont ces miracles du classement ont été rendus possibles reste une énigme, mais on comprend mieux ce que voulait dire le sociologue des sciences Yves Gingras lorsqu'il concluait que les classements des universités sont souvent dépourvus de toute valeur et toujours manipulables à souhait⁵.

Le montage récent « Paris Sciences et Lettres » a pu faire irruption dans le classement de *Times Higher Education*, bien qu'il reste si peu connu qu'on a souvent tendance à associer son acronyme à la Pakistani Super League (PSL), tout aussi récente, mais plus célèbre que PSL Research University. « C'est une énorme victoire pour nous », se réjouissait la directrice de la communication de PSL, précédemment employée comme directrice commerciale dans plusieurs agences de publicité et de marketing. « C'est un levier essentiel pour faire grandir la marque PSL », ajoutait-elle. Pour une spécialiste du *marketing*, qui déclare être chargée de « développer [...] l'image de la marque PSL [...] dont la notoriété, tant en interne qu'en externe, reste à construire », ce classement est sans aucun doute une grande victoire, parce que c'est une victoire de la promotion publicitaire.

Pour les universitaires qui font vivre les vingt-deux établissements membres de PSL et dont les activités sont très éloignées des arcanes du marketing destiné à promouvoir une « marque », ni ce classement ni le groupement qui se voit ainsi couronné n'ont changé grand-chose dans leur travail quotidien, si ce n'est l'immensité du temps perdu pour mettre sur pied ce montage institutionnel.

Qu'est-ce que l'on gagne en échange de cette gabegie du temps ? Une manne financière souvent promise ? Que non ! Les sommes allouées par l'État pour faire émerger ces fameux groupements sont dérisoires : 719 248 euros en 2016 pour l'« université Sorbonne-Paris-Cité » qui totalise 120 000 étudiants, 135 680 euros pour l'« université Bretagne-Loire » qui inscrit 160 000 étudiants. Ce qui représente environ 6 euros par étudiant dans le premier cas, et 85 centimes par étudiant dans le second. Est-ce bien cela que les décideurs politiques qualifient d'« investissements d'avenir » ?

⁵ cf. Yves Gingras et Johan Giry, « Note critique. Les grandes universités de recherche ».

On peut se demander que est l'usage auquel les groupements universitaires destinent les modestes dotations dont l'État les gratifie. Pour prendre un exemple, PSL a touché en 2016 2,3 millions d'euros, ce qui représente un peu moins que le coût annuel de Paris-Plage (2,5 millions d'euros), à partager entre 22 établissements qui composent ce regroupement (théoriquement, 104 000 euros par établissement). C'est une somme modique, mais qui a néanmoins permis d'accorder au précédent président de PSL un salaire annuel brut de 180 000 euros (l'équivalent du salaire du président de la République française), à chacun de ses deux vice-présidents, 140 000 euros, puis de financer un service de communication, dispositif désormais central de toute université, dont dépendra sa réputation et son classement, obtenus non par le travail de recherche et d'enseignement, mais à coup d'actions promotionnelles.

Le bilan de ce grand chambardement « modernisateur » reste pour l'instant, comme disent les diplomates, très mitigé. Une prodigieuse perte de temps, des gains budgétaires microscopiques et la triste perspective de voir apparaître en France des universités dont la taille enflera si bien qu'elles ressembleront à ce qui se fait de mieux dans les grands pays du tiers-monde. Faut-il rappeler le sort de la grenouille ?

29 novembre 2017